

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/200829]

**20 JANVIER 2014. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie**

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 51*bis*, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de services public dans le marché de l'électricité, l'article 25*bis*;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, l'article 29*bis*;

Vu l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 décembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 décembre 2013;

Vu l'urgence;

Considérant que les modifications apportées à l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 doivent entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le 4<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 4<sup>o</sup> « maison unifamiliale » : bâtiment constitué d'une seule unité d'habitation; »;

2<sup>o</sup> le 13<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 13<sup>o</sup> « revenus » : les revenus imposables globalement du demandeur et de son conjoint cohabitant ou de la personne avec laquelle il vit maritalement à la date de la demande, ces revenus étant ceux de l'avant-dernière année qui précède celle de la facture finale. En cas de séparation du demandeur entre l'année de référence des revenus et l'introduction de la demande, les revenus pris en considération font abstraction de l'application éventuelle du quotient conjugal. Ces revenus sont diminués de 2.500 euros par enfant à charge; »;

3<sup>o</sup> le 14<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 14<sup>o</sup> « revenus modestes » : revenus compris entre 13.700,01 euros et 27.400 euros si le demandeur est isolé, ou entre 18.700,01 euros et 34.200 euros si le demandeur vit en couple, marié ou non; »;

4<sup>o</sup> le 15<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 15<sup>o</sup> « revenus précaires » : revenus ne dépassant pas 13.700 euros si le demandeur est isolé, ou 18.700 euros si le demandeur vit en couple, marié ou non; »;

5<sup>o</sup> le 26<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 26<sup>o</sup> « système centralisé de production de chaleur » : les installations visées aux articles 21 et 31 qui alimentent au minimum 80 % des besoins annuels d'un réseau de chaleur; ».

**Art. 2.** A l'article 35, § 6, est inséré un dernier alinéa, rédigé comme suit :

« Toutefois, pour la réalisation d'un audit énergétique d'un appartement ou immeuble à appartements facturé jusqu'au 31 mars 2014, le présent paragraphe est applicable. »

**Art. 3.** A l'article 69, § 6, est inséré un dernier alinéa, rédigé comme suit :

« Toutefois, pour la réalisation d'un audit énergétique d'un appartement ou immeuble à appartements facturé jusqu'au 31 mars 2014, le présent paragraphe est applicable. »

**Art. 4.** A l'article 75, § 1<sup>er</sup>, le 1<sup>o</sup> est remplacé par le texte suivant :

« 1<sup>o</sup> « demandeur » : toute personne morale, maître d'ouvrage des investissements, à l'exclusion des syndicats d'immeubles visés à l'article 39 et des sociétés de logement de service public visées à l'article 46, qui réalise un investissement éligible au sens du présent titre en Région wallonne; pour l'application de l'article 83, le demandeur peut également être une personne physique exerçant son activité professionnelle sous le statut d'un indépendant. »

**Art. 5.** A l'article 75, le 2<sup>o</sup> est remplacé par le texte suivant :

« 2<sup>o</sup> « unité d'établissement » : lieu d'activité, géographiquement identifiable par une adresse, où s'exerce au moins une activité de l'entreprise, inscrit auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises conformément à la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprise agréés et portant diverses dispositions; ».

**Art. 6.** A l'article 80, alinéa 2, les termes « unité technique d'exploitation » sont remplacés par les termes « unité d'établissement ».

**Art. 7.** A l'article 81, alinéa 4, les termes « unité technique d'exploitation » sont remplacés par les termes « unité d'établissement ».

**Art. 8.** L'article 83 est remplacé par le texte suivant :

« Art. 83. Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour le remplacement complet des luminaires équipant un système d'éclairage intérieur permettant une amélioration combinée des performances énergétiques et photométriques du système d'éclairage dont la puissance installée après travaux ne dépasse pas :

1<sup>o</sup> 3W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans les halls de sport et piscines;

2<sup>o</sup> 3W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans les locaux à usage médical;

3<sup>o</sup> entre 3W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans un couloir bas et large (min 30 m x 2 m x 2,8 m) et 8,5 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans un couloir haut et étroit (min 30 m x 1 m x 3,5 m);

4<sup>o</sup> 2,5 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans les bureaux et autres locaux.

Le matériel installé doit être agréé ENEC ou être porteur de tout autre marquage national délivré par un organisme de certification de l'Union européenne.

En cas d'installation de luminaires équipés de lampes fluorescentes ou de lampes à décharge, ceux-ci seront équipés exclusivement de ballasts électroniques.

Le montant de la prime s'élève à :

1° 10 % du montant de la facture en cas de diminution de 10 à 30 % de la puissance installée des luminaires remplacés;

2° 20 % du montant de la facture en cas de diminution de 31 à 50 % de la puissance installée des luminaires remplacés;

3° 30 % du montant de la facture en cas de diminution supérieure à 50 % de la puissance installée des luminaires remplacés.

Le montant de la prime ne peut excéder 10.000 euros par unité d'établissement. »

**Art. 9.** A l'article 84, les termes « unité technique d'exploitation » sont remplacés chaque fois par « unité d'établissement ».

**Art. 10.** A l'article 95, les termes « 31 décembre 2013 » sont remplacés par les termes « 31 décembre 2014 ».

**Art. 11.** L'annexe 3 du même arrêté, intitulée « Captation d'énergie », est remplacée par l'annexe du présent arrêté.

**Art. 12.** Le présent arrêté produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Namur, le 20 janvier 2014.

J.-M. NOLLET

## Annexe

### Annexe 3 — Captation d'énergie

#### 1. DISPOSITIONS GENERALES

##### 1.a. Captation d'énergie.

Dans tous les cas, si l'exploitation de la ressource naturelle est soumise à l'octroi d'un permis d'urbanisme et/ou d'environnement, la preuve de l'acceptation de ce(s) permis doit être jointe à la demande de prime.

##### § Dans l'eau :

La captation peut s'effectuer soit dans les eaux de surfaces (rivières, étangs, lacs,...) soit dans les eaux profondes (nappes phréatiques, puits,...), de manière « statique » ou « dynamique ».

La demande de prime sera accompagnée de la note de calcul de l'ensemble du système de prélèvement d'énergie :

- Dans le cas d'une captation « dynamique » (par pompage), cela comprend notamment le dimensionnement des éventuels échangeurs thermiques intermédiaires, les débits de fluide, les deltas de température, la puissance des auxiliaires...

- Dans le cas d'une captation « statique » (par échangeur noyé), cela comprend notamment le dimensionnement de l'échangeur, de l'éventuel bassin artificiel ou de la source naturelle,...

##### § Dans le sol :

La captation d'énergie pourra être réalisée soit par un évaporateur enfoui soit par un échangeur thermique à eau glycolée enfoui dans le sol.

La demande de prime sera accompagnée de la note de calcul du système de prélèvement d'énergie :

- Dans le cas de l'utilisation d'un fluide intermédiaire tel que l'eau glycolée, il s'agit soit du dimensionnement de l'échangeur thermique placé horizontalement, soit de la ou des sondes verticales. La note doit notamment préciser le débit du fluide secondaire et la puissance des auxiliaires.

- Dans le cas d'un évaporateur horizontal ou vertical, il s'agit du dimensionnement de ce dernier.

Dans le cas d'une captation par sonde verticale, le formulaire de demande de prime sera accompagné du rapport d'analyse géologique réalisé par ou pour la société de forage.

Dans le cas d'une pompe à chaleur à sondes verticales et détente directe, cette dernière doit pouvoir être installée avec des sondes horizontales.

##### § Dans l'air extérieur :

La captation d'énergie pourra s'effectuer sur l'air extérieur de manière statique ou dynamique.

Les pompes à chaleur qui utilisent l'air extérieur comme source d'énergie pourront éventuellement être munies d'un thermoplongeur électrique d'appoint du côté du rejet de chaleur. Celui-ci devra être placé en aval du condenseur.

Les pompes à chaleur pour la production d'eau chaude sanitaire doivent fonctionner effectivement dans les conditions de température déterminées dans le présent cahier des charges.

L'évaporateur doit se trouver à l'extérieur du bâtiment. Toutefois, dans le cas d'une captation dynamique, l'évaporateur peut être installé à l'intérieur du bâtiment, si il est muni de gaines hermétiques pour l'aspiration de l'air extérieur et l'évacuation de l'air aspiré vers l'extérieur du bâtiment.

Dans le cas d'une captation statique, la pompe à chaleur ne devra pas être équipée d'un dispositif de dégivrage, mais l'échangeur extérieur sera orienté entre l'est et l'ouest en passant par le sud, sans entrave à l'ensoleillement ni à la circulation naturelle de l'air.

Dans ce cas également, la demande de prime sera accompagnée de la note de dimensionnement du système de prélèvement d'énergie. Si un fluide secondaire est utilisé, son débit et la puissance des auxiliaires seront précisés.

La pompe à chaleur doit être dimensionnée de manière à couvrir l'ensemble des déperditions thermiques du bâtiment pour une température de l'air extérieur supérieure ou égale à une valeur appelée point d'équilibre. Cette valeur doit être au maximum de 2 °C.

##### 1.b. Disposition complémentaire.

L'installation sera munie de compteurs électriques de passage permettant de mesurer la consommation dédiée à l'utilisation de la pompe à chaleur et des auxiliaires de l'installation (c'est-à-dire les circulateurs, thermoplongeurs ainsi que, dans le cas de production d'eau chaude sanitaire, l'appoint).

#### 2. POMPES A CHALEUR POUR LE CHAUFFAGE D'UNE HABITATION

Les pompes à chaleur réversibles permettant le refroidissement des bâtiments ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime.

**2.a. Rejet d'énergie.****§ Rejet sur l'air ambiant :**

Les pompes à chaleur qui rejettent l'énergie thermique sur l'air **ne sont pas éligibles** au bénéfice de la prime.

**§ Rejet au moyen d'un fluide calorigène ou de l'eau :**

Le chauffage des locaux ne pourra en aucun cas être réalisé par des radiateurs ou des convecteurs. Seuls le chauffage par plancher rayonnant ou mur chauffant, et l'usage de ventilo-convecteurs à basse température pour les locaux hors séjour, sont autorisés.

Le chauffage d'une pièce de vie exclusivement à l'aide d'un élément d'émission de chaleur fonctionnant uniquement à l'électricité n'est autorisé que dans les salles de bains et douches.

**2.b. Performances minimales.**

Pour être éligible à la prime, la Pompe à Chaleur pour le chauffage de l'habitation doit respecter un Coefficient de Performance minimal qui varie en fonction de la technologie mise en œuvre.

Les COP des systèmes directement visés par la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés conformément aux spécifications de cette dernière. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° source froide à l'entrée de l'évaporateur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Air extérieur dynamique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	35 °C	3.1
Eau profonde ou Eau de surface	Eau	10 °C (*)	35 °C	5.1
Échangeur à eau glycolée (horizontal ou vertical)	Eau	0 °C (*)	35 °C	4.3

(\*) Lorsqu'un circuit secondaire est utilisé (échangeur intermédiaire et eau glycolée), il s'agit de la température de ce fluide intermédiaire à l'entrée de l'évaporateur.

Les COP des systèmes qui ne sont pas visés par la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés selon la méthodologie proposée par cette dernière en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° de l'air en contact avec l'échangeur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Air extérieur Statique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	35 °C	3.1

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du fluide à l'évaporation	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Échangeur à gaz (Horizontal ou vertical)	Eau	- 5 °C	35 °C	4
Gaz	-5 °C	35 °C	4	

Néanmoins, il est aussi possible de déterminer les COP des systèmes à détente directe conformément aux spécifications de la norme NBN EN 15879-1 ou pr EN 15879-2 en vigueur lors de la réalisation du test, en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du bain à l'évaporation	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Échangeur à gaz (Horizontal ou vertical)	Eau	4 °C	35 °C	4.3
Gaz	4 °C	35 °C	4.3	

**2.c. Utilisation combinée pour l'eau chaude sanitaire**

Si la pompe à chaleur est utilisée aussi pour le chauffage de l'eau chaude sanitaire, la prime est majorée si les conditions suivantes sont remplies :

- La pompe à chaleur respecte les critères minimaux définis ci-dessus pour le chauffage de l'habitation;
- Le ballon de stockage sera d'une capacité minimale de 150 litres. Il sera placé verticalement et le rapport hauteur/diamètre sera d'au moins 2 pour assurer une stratification correcte;
- Le système devra permettre de prévenir le risque de légionellose et il sera muni du groupe de sécurité classique;

- Pour les pompes à chaleur air dynamique/eau le fonctionnement de la pompe à chaleur doit être garanti pour une température de l'air extérieur jusqu'à 2 °C;

- Les COP des systèmes directement visés par la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés conformément aux spécifications de cette dernière. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° source froide à l'entrée de l'évaporateur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Air extérieur dynamique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	45 °C	2.6
Eau profonde ou Eau de surface	Eau	10 °C (*)	45 °C	4.2
Echangeur à eau glycolée (horizontal ou vertical)	Eau	0 °C (*)	45 °C	3.5

(\*) Lorsqu'un circuit secondaire est utilisé (échangeur intermédiaire et eau glycolée), il s'agit de la température de ce fluide intermédiaire à l'entrée de l'évaporateur.

- Les COP des systèmes qui ne sont pas visés par la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés selon la méthodologie proposée par cette dernière en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° de l'air en contact avec l'échangeur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Air extérieur statique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	45 °C	2.6

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du fluide à l'évaporation	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Echangeur à gaz (horizontal ou vertical)	Eau	- 5 °C	45 °C	3
Gaz	- 5 °C	45 °C	3	

Néanmoins, il est aussi possible de déterminer les COP des systèmes à détente directe conformément aux spécifications de la norme NBN EN 15879-1 ou pr EN 15879-2 en vigueur lors de la réalisation du test, en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du bain à l'évaporation	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Echangeur à gaz (horizontal ou vertical)	Eau	4 °C	45 °C	3.5
Gaz	4 °C	45 °C	3.5	

### 3. POMPE A CHALEUR POUR LA PRODUCTION D'EAU CHAUDE SANITAIRE (PAC ECS)

#### 3.a. Rejet d'énergie.

Le ballon de stockage sera d'une capacité minimale de 150 litres. Il sera placé verticalement et le rapport hauteur/diamètre sera d'au moins 2 pour assurer une stratification correcte.

Le système devra permettre de prévenir le risque de légionellose et il sera muni du groupe de sécurité classique.

#### 3.b. Performances minimales.

Pour les pompes à chaleur air dynamique/eau le fonctionnement de la pompe à chaleur doit être garanti pour une température de l'air extérieur jusqu'à 2 °C.

Pour être éligible à la prime, la Pompe à Chaleur pour le chauffage de l'eau chaude sanitaire doit respecter un Coefficient de Performance minimal qui varie en fonction de la technologie mise en œuvre et de la norme en vigueur lors de la réalisation du test.

### 3.b.1 Coefficient de performance établi suivant la norme NBN EN 255-3.

Les COP des systèmes directement visés par la norme NBN EN 255-3 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés conformément aux spécifications de cette dernière. Les COP minimaux à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° source froide à l'entrée de l'évaporateur	T° source chaude	COP Minimal
Air extérieur dynamique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	2.6
Eau profonde ou Eau de surface	Eau	10 °C (*)	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	4.2
Echangeur à eau glycolée (horizontal ou vertical)	Eau	0 °C (*)	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	3.5

(\*) Lorsqu'un circuit secondaire est utilisé (échangeur intermédiaire et eau glycolée), il s'agit de la température de ce fluide intermédiaire à l'entrée de l'évaporateur.

Les COP des systèmes qui ne sont pas visés par la norme NBN EN 255-3 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés selon la méthodologie proposée par cette dernière en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP minimaux à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° de l'air en contact avec l'échangeur	T° source chaude	COP Minimal
Air extérieur statique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	2.6

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du fluide à l'évaporation	T° source chaude	COP Minimal
Echangeur à gaz (horizontal ou vertical)	Eau	- 5 °C	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	3
Gaz	- 5 °C	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	3	

### 3.b.2 Coefficient de performance établi suivant la norme NBN EN 16147

Les COP des systèmes directement visés par la norme NBN EN 16147 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés conformément aux spécifications de cette dernière. Les COP des pompes à chaleur « Air extérieur statique » sont déterminés selon la méthodologie proposée par la norme NBN EN 16147.

Les COP minimaux à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	T° source froide (°C)	T° d'eau chaude (°C) <sup>e</sup>	COP Minimal (/)
Air extérieure dynamique	7 <sup>a</sup>	≥ à 52	2,6
Air extérieure statique	7 <sup>a</sup>	≥ à 52	2,6
Eau	10 <sup>b</sup>	≥ à 52	2,9
Eau glycolée	0 <sup>c</sup>	≥ à 52	2,9
Détente directe	4 <sup>d</sup>	≥ à 52	2,9

SHAPE [\*] MERGEFORMAT

<sup>a</sup> Température de l'air extérieure. Température sèche de 7 °C et température humide de 6 °C

<sup>b</sup> Température de l'eau à l'entrée de l'évaporateur.

<sup>c</sup> Température de l'eau glycolée à l'entrée de l'évaporateur.

<sup>d</sup> Température moyenne du bain d'eau glycolée.

<sup>e</sup> Température d'eau chaude de référence ('WH) déterminée sur la base du point 6.6 de la norme NBN EN 16147.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 20 janvier 2014 modifiant l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Namur, le 20 janvier 2014.

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/200829]

**20. JANUAR 2014 — Ministerialerlass zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 22. März 2010  
über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung  
der rationellen Energienutzung**

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 51*bis*, Absatz 1, 2°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, Artikel 25;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, Artikel 29*bis*;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung;

Aufgrund des am 9. Dezember 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 30. Dezember 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Abänderungen des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 am 1. Januar 2014 in Kraft treten sollen,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 1 des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung wird wie folgt abgeändert :

1° Punkt 4° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"4° "Einfamilienhaus": Gebäude, das aus einer einzigen Wohneinheit besteht;"

2° Punkt 13° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"13° "Einkommen": das global steuerpflichtige Einkommen des Antragstellers und seines mit ihm lebenden Ehepartners oder der mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebenden Person am Tag der Antragstellung, wobei dieses Einkommen das Einkommen des vorletzten Jahres vor demjenigen der Endrechnung ist. Bei einer Trennung des Antragstellers zwischen dem Bezugsjahr für das Einkommen und der Antragstellung wird beim berücksichtigten Einkommen von der eventuellen Anwendung des Ehepartnerquotienten abgesehen. Dieses Einkommen wird um 2.500 Euro pro unterhaltsberechtigtes Kind verringert;"

3° Punkt 14° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"14° "geringes Einkommen": Einkommen zwischen 13.700,01 Euro und 27.400 Euro wenn der Antragsteller alleinstehend ist, oder zwischen 18.700,01 Euro und 34.200 Euro wenn der Antragsteller in ehelicher oder eheähnlicher Gemeinschaft lebt;"

4° Punkt 15° wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

"15° "prekäres Einkommen": Einkommen, das 13.700 Euro nicht übertrifft, wenn der Antragsteller alleinstehend ist, oder 18.700 Euro nicht übertrifft, wenn der Antragsteller in ehelicher oder eheähnlicher Gemeinschaft lebt;"

5° Punkt 26° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"26° "zentralisiertes Wärmeerzeugungssystem": die in Artikeln 21 und 31 genannten Anlagen, die mindestens 80 % des jährlichen Bedarfs eines Wärmenetzes versorgen;"

**Art. 2** - In Artikel 35, § 6 wird ein letzter Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Für die Durchführung des Energieaudits eines Appartements oder Appartementgebäudes, das bis zum 31. März 2014 in Rechnung gestellt wird, ist vorliegender Paragraph jedoch anwendbar."

**Art. 3** - In Artikel 69, § 6 wird ein letzter Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Für die Durchführung des Energieaudits eines Appartements oder Appartementgebäudes, das bis zum 31. März 2014 in Rechnung gestellt wird, ist vorliegender Paragraph jedoch anwendbar."

**Art. 4** - In Artikel 75, § 1 wird Punkt 1° durch Folgendes ersetzt:

"1° "Antragsteller": jegliche juristische Person, die Bauherr der Investitionen ist, mit Ausnahme der in Artikel 39 erwähnten Hausverwalter und der in Artikel 46 erwähnten Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, die eine im Sinne des vorliegenden Titels prämiensberechtigten Investition in der Wallonischen Region tätigt; zwecks der Anwendung von Artikel 83 kann der Antragsteller ebenfalls eine natürliche Person sein, die ihre berufliche Tätigkeit als Selbstständiger ausübt."

**Art. 5** - In Artikel 75 wird Punkt 2° durch Folgendes ersetzt:

"2° "Betriebseinheit": geographisch mit einer Adresse identifizierbarer Tätigkeitsort, wo mindestens eine Tätigkeit des Unternehmens durchgeführt wird, der in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 16. Januar 2003 zur Schaffung einer Zentralen Datenbank der Unternehmen, zur Modernisierung des Handelsregisters, zur Schaffung von anerkannten Unternehmensschaltern und zur Einführung verschiedener Bestimmungen in der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist;"

**Art. 6** - In Artikel 80, Absatz 2 wird die Wortfolge "technische Betriebseinheit" durch "Betriebseinheit" ersetzt.

**Art. 7** - In Artikel 81, Absatz 4 wird die Wortfolge "technische Betriebseinheit" durch "Betriebseinheit" ersetzt.

**Art. 8** - Artikel 83 wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 83 - Eine Prämie wird im Fall einer Renovierung für das völlige Ersetzen der Leuchten gewährt, die ein System zur Innenbeleuchtung ausstatten, durch welches eine kombinierte Aufbesserung der Energie- und Lichteffizienz des Beleuchtungssystems möglich wird, dessen nach den Arbeiten installierte Leistung folgende Werte nicht übersteigt :

1° 3 W/m<sup>2</sup> pro 100 Lux in Sporthallen und Hallenbädern;

2° 3 W/m<sup>2</sup> je 100 lux in den zu medizinischen Zwecken benutzten Räumlichkeiten;

3° zwischen 3 W/m<sup>2</sup> pro 100 Lux in niedrigen und breiten Gängen (mind. 30 m x 2 m x 2,8 m) und 8,5 W/m<sup>2</sup> pro 100 Lux in hohen und schmalen Gängen (mind. 30 m x 1 m x 3,5 m);

4° 2,5 W/m<sup>2</sup> pro 100 Lux in den Büros und den anderen Räumen.

Für das installierte Material muss eine ENEC-Zulassung oder jegliche andere nationale Kennzeichnung, die durch eine Bescheinigungsstelle der Europäischen Union ausgestellt wurde, vorhanden sein.

Im Falle der Installation von Leuchtkörpern, die mit Leuchtstoff- oder Entladungslampen ausgerüstet sind, werden diese nur mit elektronischen Vorschaltgeräten ausgerüstet.

Die Höhe der Prämie beträgt:

1° 10 % des Betrags der Rechnung, wenn die installierte Leistung der ersetzten Leuchten um 10 % bis 30 % verringert wird;

2° 20 % des Betrags der Rechnung, wenn die installierte Leistung der ersetzten Leuchten um 31 % bis 50 % verringert wird;

3° 30 % des Betrags der Rechnung, wenn die installierte Leistung um mehr als 50 % verringert wird.

Der Betrag der Prämie darf 10.000 Euro pro Betriebseinheit nicht übersteigen."

**Art. 9** - In Artikel 84 wird die Wortfolge "technische(n) Betriebseinheit" durch "Betriebseinheit" ersetzt.

**Art. 10** - In Artikel 95 wird die Wortfolge "31. Dezember 2013" durch "31. Dezember 2014" ersetzt.

**Art. 11** - Die Anlage 3 desselben Erlasses, mit der Überschrift "Energiegewinnung" wird durch die Anlage zum vorliegenden Erlass ersetzt.

**Art. 12** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2014 wirksam.

Namur, den 20. Januar 2014

J.-M. NOLLET

## Anlage

### Anlage 3 — Energiegewinnung

#### 1. ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

##### 1.a. Energiegewinnung

Wenn die Betreibung der natürlichen Ressource der Gewährung einer Städtebau- und/oder Umweltgenehmigung unterliegt, muss der Beweis für die Annahme dieser Genehmigung(en) auf jeden Fall dem Prämienantrag beigelegt werden.

##### § Im Wasser:

Die Gewinnung kann entweder im Oberflächenwasser (Flüsse, Weiher, Seen, ...) oder in tiefen Gewässern (Grundwasservorkommen, Brunnen, ...), auf "statische" oder "dynamische" Art erfolgen.

Dem Prämienantrag wird das Berechnungsblatt für das ganze System der Energieentnahme beigelegt.

- Im Falle einer "dynamischen" Gewinnung (durch Pumpen) enthält dies u.a. die Dimensionierung der etwaigen zwischenliegenden Wärmetauscher, die Abflussmengen von Flüssigkeiten, die Delta-Werte der Temperatur, die Leistung der Hilfsaggregate ...

- Im Falle einer "statischen" Gewinnung (mittels eines versenkten Wärmetauschers) enthält dies u.a. die Dimensionierung des Wärmetauschers, des etwaigen künstlichen Beckens oder der natürlichen Quelle, ...

##### § Im Boden:

Die Energiegewinnung wird man entweder mittels eines eingegrabenen Verdampfers oder mittels eines im Boden eingegrabenen Wärmetauschers mit Glycol-Wasser vornehmen können.

Dem Prämienantrag wird das Berechnungsblatt für das ganze System zur Entnahme von Energie beigelegt.

- Im Falle der Verwendung einer Zwischenflüssigkeit wie z.B. Glykol-Wasser handelt es sich entweder um die Dimensionierung des horizontal gelegten Wärmetauschers oder um die vertikale(n) Sonde(n). In der Notiz müssen die Abflussmenge der sekundären Flüssigkeit und die Leistung des Hilfsaggregats stehen.

- Im Falle eines horizontalen oder vertikalen Verdampfers handelt es sich um dessen Dimensionierung.

Im Falle einer Gewinnung mittels einer vertikalen Sonde muss dem Formular für den Prämienantrag ein von der bzw. für die Bohrfirma erstellter Bericht über die geologische Analyse beigelegt werden.

Im Falle einer Wärmepumpe mit vertikalen Sonden und Direktverdampfung, muss Letztere auch mit horizontalen Sonden installiert werden können.

##### § In der Außenluft:

Die Energie kann aus der Außenluft statisch bzw. dynamisch gewonnen werden.

Die Wärmepumpen, die die Außenluft als Energiequelle benutzen, können eventuell mit einem elektrischen Zusatz-Tauchsieder auf der Seite der Wärmeableitung ausgerüstet werden. Dieser muss unterhalb des Kondensators installiert werden.

Die Wärmepumpen für die Erzeugung von Brauchwarmwasser müssen tatsächlich unter den Temperaturverhältnissen funktionieren, die im vorliegenden Lastenheft festgelegt werden.

Der Verdampfer muss außerhalb des Gebäudes stehen. Im Falle einer dynamischen Gewinnung kann der Verdampfer jedoch innerhalb des Gebäudes installiert sein, wenn er mit dichten Hüllen versehen ist, um Außenluft anzusaugen und die angesaugte Luft außerhalb des Gebäudes abzuleiten.

Im Falle einer statischen Gewinnung muss die Wärmepumpe nicht mit einer Enteisungsvorrichtung ausgerüstet werden, aber der externe Wärmetauscher muss zwischen Osten und Westen in Richtung Süden orientiert sein, wobei für die Sonneneinstrahlung und die natürliche Luftzirkulation keine Hindernisse bestehen dürfen.

Auch in diesem Fall wird man dem Prämienantrag das Berechnungsblatt für die Dimensionierung des Systems zur Entnahme von Energie beifügen. Wird eine sekundäre Flüssigkeit verwendet, so sind die Abflussmenge und die Leistung der Hilfsaggregate anzugeben.

Die Wärmepumpe ist derart zu dimensionieren, dass sie die gesamten Wärmeverluste des Gebäudes für eine Temperatur der Außenluft deckt, die mindestens einen "Gleichgewichtspunkt" genannten Wert erreicht. Dieser Wert muss höchstens 2 °C betragen.

**1.b. Zusätzliche Bestimmung**

Die Anlage wird mit elektrischen Zwischenzählern versehen werden, die das Messen des für die Verwendung der Wärmepumpe und der Hilfsgeräte der Anlage verbrauchten Stroms ermöglichen (d.h. Umwälzpumpen, Tauchsieder sowie im Falle von Brauchwarmwassererzeugung, Zusatzsystem).

**2. WÄRMEPUMPEN ZUR HEIZUNG EINER WOHNUNG**

Die umkehrbaren Wärmepumpen, die das Kühlen der Gebäude ermöglichen, sind nicht prämienerichtig.

**2.a. Ableitung von Energie****§ Ableitung in die Umgebungsluft:**

Die Wärmepumpen, die Wärmeenergie in die Umgebungsluft ableiten, sind nicht prämienerichtig.

**§ Ableitung mittels einer Wärmeträgerflüssigkeit oder des Wassers:**

Die Räumlichkeiten können auf keinen Fall mittels Heizkörper oder Konvektoren geheizt werden. Nur die Boden- bzw. Wandheizung und die Benutzung von Niedertemperatur-Warmwasser-Fan-Coil-Geräten für die Räume, die keine Wohnräume sind, sind erlaubt.

Die Heizung eines Wohnraums ausschließlich durch ein nur strombetriebenes Wärmeerzeugungsgerät wird ausschließlich in den Badezimmern und Duschräumen genehmigt.

**2.b. Mindestleistungen.**

Um prämienerichtig zu sein, muss die zum Heizen der Wohnung verwendete Wärmepumpe einem Mindestleistungskoeffizienten genügen, der je nach der eingesetzten Technologie variiert.

Die Leistungskoeffizienten der direkt durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511 betroffenen Systeme werden gemäß der Spezifikationen Letzterer bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der kalten Quelle am Eingang des Verdampfers	T° der Warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Außenluft dynamisch	Wasser	Trockene T° : 2 °C Feuchte T° : 1 °C	35 °C	3.1
Grundwasser oder Oberflächenwasser	Wasser	10 °C(*)	35 °C	5.1
Wärmetauscher mit Glykol-Wasser (horizontal oder vertikal)	Wasser	0 °C(*)	35 °C	4.3

(\*) Wenn ein Nebenkreislauf verwendet wird (zwischenliegender Wärmetauscher und Glykol-Wasser), handelt es sich um die Temperatur dieser Zwischenflüssigkeit am Eingang des Verdampfers.

Die Leistungskoeffizienten der Systeme, die nicht durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511 betroffen sind, werden gemäß der in dieser vorgeschlagenen Methodologie unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	Temperatur der in Kontakt mit dem Wärmetauscher stehenden Luft	T° der Warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Statische Außenluft	Wasser	Trockene T° : 2 °C Feuchte T° : 1 °C	35 °C	3.1

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der Flüssigkeit bei der Verdampfung	T° der Warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Gazwärmetauscher (Horizontal oder vertikal)	Wasser	- 5 °C	35 °C	4
Gas	- 5 °C	35 °C	4	



Jedoch ist es auch möglich, die Leistungskoeffizienten der Direktsysteme gemäß den Bestimmungen der zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 15879-1 oder pr EN 15879-2 zu bestimmen, unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° des Bades bei der Verdampfung	T° der Warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Gazwärmetauscher (Horizontal oder vertikal)	Wasser	4 °C	35 °C	4.3
Gas	4 °C	35 °C	4.3	

### 2.c. Kombinierte Verwendung für das Brauchwarmwasser.

Wenn die Wärmepumpe ebenfalls zum Heizen des Brauchwarmwassers benutzt wird, wird die Prämie erhöht, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- Die Wärmepumpe hält die oben zum Heizen der Wohnung bestimmten Mindestkriterien ein.
- Der Warmwasserspeicher hat eine Mindestkapazität von 150 Liter; Der Wasserspeicher wird senkrecht aufgestellt und das Verhältnis Höhe/Durchmesser beträgt mindestens 2, um eine korrekte Wasserschichtung zu ermöglichen;
- Das System wird die Vorbeugung gegen das Risiko der Legionärskrankheit ermöglichen und wird mit dem üblichen Sicherheitsaggregat versehen sein;
- Für die Wärmepumpen dynamische Luft/Wasser muss das Funktionieren der Wärmepumpe für eine Temperatur der Außenluft bis 2 °C garantiert sein;
- Die Leistungskoeffizienten der direkt durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511 betroffenen Systeme werden gemäß der Spezifikationen Letzterer bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der kalten Quelle am Eingang des Verdampfers	T° der Warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Außenluft dynamisch	Wasser	Trockene T° : 2 °C Feuchte T° : 1 °C	45 °C	2.6
Grundwasser oder Oberflächenwasser	Wasser	10 °C(*)	45 °C	4.2
Wärmetauscher mit Glykol-Wasser (horizontal oder vertikal)	Wasser	0 °C(*)	45 °C	3.5

(\*) Wenn ein Nebenkreislauf verwendet wird (zwischenliegender Wärmetauscher und Glykol-Wasser), handelt es sich um die Temperatur dieser Zwischenflüssigkeit am Eingang des Verdampfers.

- Die Leistungskoeffizienten der Systeme, die nicht durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511 betroffen sind, werden gemäß der in dieser vorgeschlagenen Methodologie unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	Temperatur der in Kontakt mit dem Wärmetauscher stehenden Luft	T° der Warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Statische Außenluft	Wasser	Trockene T° : 2 °C Feuchte T° : 1 °C	45 °C	2.6

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der Flüssigkeit bei der Verdampfung	T° der Warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Gazwärmetauscher (Horizontal oder vertikal)	Wasser	- 5 °C	45 °C	3
Gas	- 5 °C	45 °C	3	

Jedoch ist es auch möglich, die Leistungskoeffizienten der Direktsysteme gemäß den Bestimmungen der zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 15879-1 oder pr EN 15879-2 zu bestimmen, unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° des Bades bei der Verdampfung	T° der Warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Gazwärmetauscher (Horizontal oder vertikal)	Wasser	4 °C	45 °C	3.5
Gas	4 °C	45 °C	3.5	

### 3. WÄRMEPUMPE FÜR DIE BRAUCHWASSERBEREITUNG (WP/BWB)

#### 3.a. Ableitung von Energie

Der Warmwasserspeicher hat eine Mindestkapazität von 150 Liter; Der Wasserspeicher wird senkrecht aufgestellt und das Verhältnis Höhe/Durchmesser beträgt mindestens 2, um eine korrekte Wasserschichtung zu ermöglichen.

Das System wird die Vorbeugung gegen das Risiko der Legionärskrankheit ermöglichen und wird mit dem üblichen Sicherheitsaggregat versehen sein.

#### 3.b. Mindestleistungen.

Für die Wärmepumpen dynamische Luft/Wasser muss das Funktionieren der Wärmepumpe für eine Temperatur der Außenluft bis 2 °C garantiert sein.

Um prämierechtigt zu sein, muss die zum Heizen des Brauchwarmwassers verwendete Wärmepumpe einem Mindestleistungskoeffizienten genügen, der je nach der eingesetzten Technologie und der zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm variiert.

#### 3.b.1 Gemäß der Norm NBN EN 255-3 festgelegter Leistungskoeffizient.

Die Leistungskoeffizienten der direkt durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 255-3 betroffenen Systeme werden gemäß der Spezifikationen Letzterer bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden minimalen Leistungskoeffizienten sind :

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der kalten Quelle am Eingang des Verdampfers	T° warme Quelle	Mindestleistungskoeffizient
Außenluft dynamisch	Wasser	Trockene T° : 2 °C Feuchte T° : 1 °C	Erhöhung der Temperatur von 15 °C auf 45 °C	2.6
Grundwasser oder Oberflächenwasser	Wasser	10 °C(*)	Erhöhung der Temperatur von 15 °C auf 45 °C	4.2
Wärmetauscher mit Glykol-Wasser (horizontal oder vertikal)	Wasser	0 °C(*)	Erhöhung der Temperatur von 15 °C auf 45 °C	3.5

(\*) Wenn ein Nebenkreislauf verwendet wird (zwischenliegender Wärmetauscher und Glykol-Wasser), handelt es sich um die Temperatur dieser Zwischenflüssigkeit am Eingang des Verdampfers.

Die Leistungskoeffizienten der Systeme, die nicht durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 255-3 betroffen sind, werden gemäß der in dieser vorgeschlagenen Methodologie unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden minimalen Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	Temperatur der in Kontakt mit dem Wärmetauscher stehenden Luft	T° warme Quelle	Mindestleistungskoeffizient
Statische Außenluft	Wasser	Trockene T° : 2 °C Feuchte T° : 1 °C	Erhöhung der Temperatur von 15 °C auf 45 °C	2.6

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der Flüssigkeit bei der Verdampfung	T° warme Quelle	Mindestleistungskoeffizient
Gazwärmetauscher (Horizontaal oder vertikal)	Wasser	- 5 °C	Erhöhung der Temperatur von 15 °C auf 45 °C	3
Gas	- 5 °C	Erhöhung der Temperatur von 15 °C auf 45 °C	3	

**3.b.2 Gemäß der Norm NBN EN 16147 festgelegter Leistungskoeffizient.**

Die Leistungskoeffizienten der direkt durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 16147 betroffenen Systeme werden gemäß der Spezifikationen Letzterer bestimmt. Die Leistungskoeffizienten der Wärmepumpen "Statische Außenluft" werden gemäß der in der Norm NBN EN 16147 vorgeschlagenen Methodologie bestimmt.

Die durch diese Systeme zu erreichenden minimalen Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	T° kalte Quelle (°C)	T° Warmwasser (°C)	Mindestleistungskoeffizient (l)
Außenluft dynamisch	7 <sup>a</sup>	≥ 52	2,6
Statische Außenluft	7 <sup>a</sup>	≥ 52	2,6
Wasser	10 <sup>b</sup>	≥ 52	2,9
Glykol-Wasser	0 <sup>c</sup>	≥ 52	2,9
Direkte Verdampfung	4 <sup>d</sup>	≥ 52	2,9

SHAPE [\*] MERGEFORMAT

<sup>a</sup> Temperatur der Außenluft. Trockentemperatur von 7 °C und Feuchttemperatur von 6 °C

<sup>b</sup> Temperatur des Wassers am Eingang des Verdampfers.

<sup>c</sup> Temperatur des Glykolwassers am Eingang des Verdampfers.

<sup>d</sup> durchschnittliche Temperatur des Glykolwasserbades.

<sup>e</sup> Warmwasser-Bezugstemperatur (°WH), festgelegt auf der Grundlage von Pos. 6.6 der Norm NBN EN 16147.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 20. Januar 2014 zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Januar 2014

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/200829]

**20 JANUARI 2014. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik**

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, artikel 51bis, eerste lid, 2°;

Gelet op het Besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, artikel 25bis;

Gelet op het Besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, inzonderheid op artikel 29bis;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 december 2013;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 30 december 2013;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de wijzigingen aangebracht in het ministerieel besluit van 22 maart 2010 op 1 januari 2014 in werking moeten treden,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 4° wordt vervangen door de volgende bepaling :

"4° "ééngezinswoning" : gebouw dat bestaat uit een enkel wooneenheid;"

2° punt 13° wordt vervangen door de volgende bepaling :

"13° "inkomens" : de globaal belastbare inkomens van de aanvrager, zijn samenwonende echtgenoot of de persoon met wie hij samenleeft op de datum van de aanvraag, meer bepaald de inkomens van het voorlaatste jaar dat voorafgaat aan het jaar van de slotfactuur. Indien de aanvrager scheidt tussen het referentiejaar van de inkomens en de indiening van de aanvraag, wordt voor de in aanmerking genomen inkomens geen rekening gehouden met de eventuele toepassing van de huwelijksquotiënt. Die inkomens worden verminderd met 2.500 euro per kind ten laste;"

3° punt 14° wordt vervangen door de volgende bepaling :

"14° "bescheiden inkomens" : inkomens tussen 13.700,01 euro en 27.400 euro indien de aanvrager alleenstaand is, of tussen 18.700,01 euro en 34.200 euro indien de aanvrager al dan niet gehuwd met iemand samenleeft;"

4° punt 15° wordt vervangen door de volgende bepaling :

"15° "precaire inkomens" : inkomens van hoogstens 13.700 euro indien de aanvrager alleenstaand is, of van hoogstens 18.700 euro indien de aanvrager al dan niet gehuwd met iemand samenleeft;"

5° punt 26° wordt vervangen door de volgende bepaling :

"26° "gecentraliseerd warmteproductiesysteem" : de installaties bedoeld in de artikelen 21 en 31 die minstens 80 % van de jaarlijkse behoeften van een warmtenetwerk bevoorraden;"

**Art. 2.** Artikel 35, § 6, wordt aangevuld met een laatste lid, luidend als volgt :

"Voor de uitvoering van een globale energieaudit van een appartement of een flatgebouw aangerekend tot 31 maart 2014 is deze paragraaf evenwel van toepassing."

**Art. 3.** Artikel 69, § 6, wordt aangevuld met een laatste lid, luidend als volgt :

"Voor de uitvoering van een globale energieaudit van een appartement of een flatgebouw aangerekend tot 31 maart 2014 is deze paragraaf evenwel van toepassing."

**Art. 4.** In artikel 75, § 1, wordt punt 1° vervangen als volgt :

"1° "aanvrager" : elke rechtspersoon, opdrachtgever van de investeringen, met uitsluiting van de syndicus van de gebouwen bedoeld in artikel 39 en van de openbare huisvestingsmaatschappijen bedoeld in artikel 46, die in het Waalse Gewest een investering verricht die in aanmerking komt in de zin van deze titel; voor de toepassing van artikel 83 kan de aanvrager ook een natuurlijke persoon zijn die zijn beroepsactiviteit uitoefent onder het statuut van zelfstandige."

**Art. 5.** In artikel 75 wordt punt 2° vervangen als volgt :

"2° "vestigingseenheid" : een plaats die men geografisch gezien kan identificeren door een adres, waar ten minste een activiteit van de onderneming wordt uitgeoefend, ingeschreven bij de Kruispuntbank van ondernemingen overeenkomstig de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse andere bepalingen;"

**Art. 6.** In artikel 80, tweede lid, worden de woorden "technische exploitatie-eenheid" vervangen door het woord "vestigingseenheid".

**Art. 7.** In artikel 81, vierde lid, worden de woorden "technische exploitatie-eenheid" vervangen door het woord "vestigingseenheid".

**Art. 8.** Artikel 83 wordt vervangen als volgt :

"Art. 83. In geval van renovatie wordt een premie toegekend voor de volledige vervanging van de verlichtingen van een binnenverlichtingssysteem dat een gecombineerde verbetering van de fotometrische en energieprestaties van het verlichtingssysteem mogelijk maakt waarvan het geïnstalleerde vermogen na de werkzaamheden niet meer bedraagt dan :

1°  $3W/m^2$  per 100 lux in sporthallen en zwembaden;

2°  $3W/m^2$  per 100 lux in lokalen voor medisch gebruik;

3° tussen  $3W/m^2$  per 100 lux in een lage en brede gang (min 30 m x 2 m x 2,8 m) en  $8,5 W/m^2$  per 100 lux in een hoge en smalle gang (min 30 m x 1 m x 3,5m);

4°  $2,5 W/m^2$  per 100 lux in kantoren en andere lokalen.

Het geïnstalleerde materiaal is voorzien van de ENEC-certificatie of van elk andere nationaal merkteken verleend door een certificeringsdienst van de Europese Unie.

Verlichtingstoestellen uitgerust met fluorescerende lampen of ontladingslampen zullen uitsluitend van elektronische ballasts worden voorzien.

Het bedrag van de premie is gelijk aan :

4° 10 % van het bedrag van de factuur in geval van vermindering van het geïnstalleerde vermogen van de vervangen verlichting tussen 10 en 30 %;

4° 20 % van het bedrag van de factuur in geval van vermindering van het geïnstalleerde vermogen van de vervangen verlichting tussen 31 en 50 %;

4° 30 % van het bedrag van de factuur in geval van vermindering van het geïnstalleerde vermogen van de vervangen verlichting boven 50 %.

Het premiebedrag mag niet hoger zijn dan 10.000 euro per vestigingseenheid."

**Art. 9.** In artikel 84 worden de woorden "technische exploitatie-eenheid" telkens vervangen door het woord "vestigingseenheid".

**Art. 10.** In artikel 95 worden de woorden "31 december 2013" vervangen door de woorden "31 december 2014".

**Art. 11.** De bijlage 3 bij hetzelfde besluit met het opschrift "Energiewinning" wordt vervangen door de bijlage bij dit besluit.

**Art. 12.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2014.

Namen, 20 januari 2014.

## Bijlage

## Bijlage 3 — Energiewinning

## 1. ALGEMENE BEPALINGEN

*1.a. Energiewinning*

Indien een stedenbouwkundige en/of milieuvergunning vereist wordt voor de exploitatie van dat natuurlijke hulpmiddel, wordt het bewijs van de aanvaarding van de vergunning(en) bij de premieaanvraag gevoegd.

**§ In het water :**

De winning kan verricht worden hetzij in oppervlaktewateren (rivieren, vijvers, meren,...), hetzij in diepe wateren (grondwaterlagen, putten,...), op "statische" of "dynamische" wijze.

De premieaanvraag gaat vergezeld van de berekeningsnota voor het gezamenlijke systeem van energie-opneming :

- in het geval van een "dynamische" winning (door oppompen), omvat het o.a. de dimensionering van de eventuele tussenwarmtewisselaars, de vloeistofdebieten, de temperatuurdelta's, het vermogen van de hulpmiddelen...

- in het geval van een "statische" winning (via een onder water gezette wisselaar), omvat het o.a. de dimensionering van de wisselaar, van het eventuele kunstmatig bekken of van de natuurlijke bron,...

**§ In de grond :**

De energiewinning kan verwezenlijkt worden hetzij met een begraven verdamper, hetzij met een warmtewisselaar met glycolwater die in de grond begraven is.

De premieaanvraag gaat vergezeld van de berekeningsnota voor het systeem van energie-opneming :

- bij gebruik van een tussenvloeistof zoals glycolwater, gaat het hetzij om de dimensionering van de horizontaal geplaatste warmtewisselaar, hetzij om de verticale sonde(s). De nota vermeldt o.a. het secundaire vloeistofdebiet en het vermogen van de hulpmiddelen.

- In het geval van een horizontale of verticale verdamper, gaat het om de dimensionering van die verdamper.

Bij winning d.m.v. een verticale sonde gaat het premieaanvraagformulier vergezeld van een geologisch analyserapport dat door of voor de boormaatschappij is uitgevoerd.

In het geval van een warmtepomp met verticale sonde en directe koeling moet laatstgenoemde met horizontale sondes kunnen worden geplaatst.

**§ In de buitenlucht :**

In de lucht kan de energiewinning op statische of dynamische wijze verwezenlijkt worden.

De warmtepompen die de buitenlucht als energiebron gebruiken kunnen eventueel van een extra elektrische pompelaar voorzien worden daar waar warmte geloosd wordt. De pompelaar wordt onder de condensator geplaatst.

De warmtepompen voor de productie van warm sanitair water moeten daadwerkelijk functioneren onder de temperatuurvoorwaarden die in dit bestek worden bepaald.

De verdamper moet zich buiten het gebouw bevinden. In het geval van een dynamische winning kan de verdamper echter binnen het gebouw geplaatst worden als hij voorzien is van hermetische omhulsels voor de aanzuiging van de buitenlucht en de afvoer van de aangezogen lucht naar de buitenkant van het gebouw.

In het geval van een statische winning wordt de warmtepomp niet uitgerust met een ontdooiingssysteem, maar wordt de buitenwisselaar zonder belemmering van het zonlicht en de natuurlijke luchtstroom gericht tussen het oosten en het westen en via het zuiden.

Ook in dit geval gaat de premieaanvraag vergezeld van de berekeningsnota betreffende de dimensionering van het gezamenlijke systeem van energie-opneming. Bij gebruik van een secundaire vloeistof worden het debiet en het vermogen van de hulpmiddelen nader bepaald.

De warmtepomp moet zodanig gedimensioneerd worden dat ze de totaliteit van het warmteverlies van het gebouw dekt voor een temperatuur van de buitenlucht hoger dan of gelijk aan een waarde genoemd evenwichtspunt. Die waarde moet maximum 2°C bedragen.

*1.b. Aanvullende bepaling.*

De installatie wordt uitgerust met bijkomende elektrische meters voor de meting van het verbruik i.v.m. het gebruik van de warmtepomp en van de hulpmiddelen van de installatie (namelijk de circulatiepompen, de pompelaars, alsmede voor de productie van sanitair warm water, de extravoorziening).

## 2. WARMTEPOMPEN VOOR DE VERWARMING VAN EEN WONING

De reversibele warmtepompen voor de klimaatregeling van het gebouw komen niet in aanmerking voor de premie.

*2.a. Energielozing.***§ Lozing in de omgevingslucht :**

De warmtepompen die de thermische energie in de lucht lozen, komen niet in aanmerking voor de premie.

**§ Lozing d.m.v. een warmtegenererende vloeistof of water :**

Lokalen mogen in geen geval d.m.v. radiatoren of convectoren verwarmd worden. Alleen een laag temperatuurvloer- of muurverwarmingssysteem en laag temperatuur ventilo-convectoren worden toegelaten in lokalen die niet als woonkamer dienen.

De verwarming van een woonkamer uitsluitend door middel van een systeem dat slechts met elektriciteit functioneert, wordt alleen in de badkamers en douches toegelaten.

*2.b. Minimale prestaties.*

Om in aanmerking te komen voor de premie, voldoet de warmtepomp voor de verwarming van de woning aan een minimale prestatiecoëfficiënt die varieert naargelang de aangewende technologie.

De COP van de systemen die rechtstreeks onder de norm NBN EN 14511 vallen, worden bepaald overeenkomstig de specificaties ervan. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energielevering	T° koude bron aan de ingang van de verdamper	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Dynamische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	35 °C	3.1
Diepwater of Oppervlaktewater	Water	10 °C (*)	35 °C	5.1
Geothermische wisselaar met glycolwater (horizontaal of verticaal)	Water	0 °C (*)	35 °C	4.3

(\*) Indien een secundair circuit gebruikt wordt (tussenswisselaar en glycolwater), gaat het om de temperatuur van de tussenvloeistof aan de ingang van de verdamper.

De COP van de systemen die niet onder de norm NBN EN 14511 vallen, worden bepaald volgens de door deze norm voorgedragen methodologie, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energielevering	T° van de lucht in contact met de wisselaar	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Statische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	35 °C	3.1

Winningsbron	Energielevering	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Gaswisselaar (Horizontaal of verticaal)	Water	- 5 °C	35 °C	4
Gas	- 5 °C	35 °C	4	

De COP van de systemen met directe koeling kunnen echter bepaald worden overeenkomstig de bepalingen van de norm NBN EN 15879-1 of pr EN 15879-2 die bij de uitvoering van de test vigerend is, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energielevering	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Gaswisselaar (Horizontaal of verticaal)	Water	4 °C	35 °C	4.3
Gas	4 °C	35 °C	4.3	

### 2.c. Gecombineerd gebruik voor het sanitair warm water

Als de warmtepomp ook voor de verwarming van het sanitair warm water wordt gebruikt, wordt de premie verhoogd indien de volgende voorwaarden vervuld worden :

- De warmtepomp leeft de minimale criteria die hierboven voor de verwarming van de woning worden bepaald, na;

- De warmteopslagballon beschikt over een minimale opslagcapaciteit van 150 liter. De ballon wordt verticaal geplaatst en de verhouding hoogte/omtrek bedraagt minstens 2 om een juiste stratificatie te hebben;

- Het systeem moet het risico voor salmonella voorkomen en is uitgerust met de klassieke veiligheidsgroep;

- Voor de warmtepompen dynamische lucht/water moet de werking van de warmtepomp gewaarborgd worden voor een temperatuur van de buitenlucht tot 2 °C;

- De COP van de systemen die rechtstreeks onder de norm NBN EN 14511 vallen, worden bepaald overeenkomstig de specificaties ervan. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energielevering	T° koude bron aan de ingang van de verdamper	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Dynamische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	45 °C	2.6

Diepwater of Oppervlaktewater	Water	10 °C (*)	45 °C	4.2
Geothermische wisselaar met glycolwater (horizontaal of verticaal)	Water	0 °C (*)	45 °C	3.5

(\*) Indien een secundair circuit gebruikt wordt (tussenwisselaar en glycolwater), gaat het om de temperatuur van die tussenvloeistof aan de ingang van de verdamper.

- De COP van de systemen die niet onder de norm NBN EN 14511 vallen, worden bepaald volgens de door deze norm voorgedragen methodologie, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energieozing	T° van de lucht in contact met de wisselaar	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Statische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	45 °C	2.6

Winningsbron	Energieozing	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Gaswisselaar (Horizontaal of verticaal)	Water	- 5 °C	45 °C	3
Gas	- 5 °C	45 °C	3	

De COP van de systemen met directe koeling kunnen echter bepaald worden overeenkomstig de bepalingen van de norm NBN EN 15879-1 of pr EN 15879-2 die bij de uitvoering van de test vigerend is, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energieozing	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Gaswisselaar (Horizontaal of verticaal)	Water	4 °C	45 °C	3.5
Gas	4 °C	45 °C	3.5	

### 3. WARMTEPOMP VOOR DE PRODUCTIE VAN SANITAIR WARM WATER (PAC ECS)

#### 3.a. Energieozing.

De warmteopslagballon beschikt over een minimale opslagcapaciteit van 150 liter. De ballon wordt verticaal geplaatst en de verhouding hoogte/omtrek bedraagt minstens 2 om een juiste stratificatie te hebben.

Het systeem moet het risico voor legionellose voorkomen en is uitgerust met de klassieke veiligheidsgroep.

#### 3.b. Performances minimales.

Voor de warmtepompen dynamische lucht/water moet de werking van de warmtepomp gewaarborgd worden voor een temperatuur van de buitenlucht tot 2°C.

Om in aanmerking te komen voor de premie, voldoet de warmtepomp voor de verwarming van sanitair warm water aan een minimale prestatiecoëfficiënt die varieert naargelang de aangewende technologie en de norm die van kracht is bij de uitvoering van de test.

#### 3.b.1 De prestatiecoëfficiënt wordt bepaald volgens de norm NBN EN 255-3.

De COP van de systemen die rechtstreeks onder de norm NBN EN 255-3 vallen, worden bepaald overeenkomstig de specificaties ervan. De door deze systemen te halen minimale COP zijn :

Winningsbron	Energieozing	T° koude bron aan de ingang van de verdamper	T° warme bron	Minimale COP
Dynamische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	2.6
Diepwater of Oppervlaktewater	Water	10 °C (*)	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	4.2
Geothermische wisselaar met glycolwater (horizontaal of verticaal)	Water	0 °C (*)	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	3.5

(\*) Indien een secundair circuit gebruikt wordt (tussenwisselaar en glycolwater), gaat het om de temperatuur van die tussenvloeistof aan de ingang van de verdamper.

De COP van de systemen die niet onder de norm NBN EN 255-3 vallen, worden bepaald volgens de door deze norm voorgedragen methodologie, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel. De door deze systemen te halen minimale COP zijn :

Winningsbron	Energieozing	T° van de lucht in contact met de wisselaar	T° warme bron	Minimale COP
Statische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	2,6

Winningsbron	Energieozing	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron	Minimale COP
Gaswisselaar (Horizontaal of verticaal)	Water	-5 °C	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	3
Gas	-5°C	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	3	

### 3.b.2 De prestatiecoëfficiënt wordt bepaald volgens de norm NBN EN 16147.

De COP van de systemen die rechtstreeks onder de norm NBN EN 16147 vallen, worden bepaald overeenkomstig de specificaties ervan. De COP van de warmtepompen "Statische buitenlucht" worden bepaald volgens de methodologie voorgedragen door de norm NBN EN 16147.

De door deze systemen te halen minimale COP zijn :

Winningsbron	T° koude bron (°C)	T° warm water (°C) <sup>e</sup>	Minimale COP (l)
Dynamische buitenlucht	7 <sup>a</sup>	≥ hoger dan en gelijk aan 52	2,6
Statische buitenlucht	7 <sup>a</sup>	≥ hoger dan en gelijk aan 52	2,6
Water	10 <sup>b</sup>	≥ hoger dan en gelijk aan 52	2,9
Glycolwater	0 <sup>c</sup>	≥ hoger dan en gelijk aan 52	2,9
Directe koeling	4 <sup>d</sup>	≥ hoger dan en gelijk aan 52	2,9

SHAPE [\*] MERGEFORMAT

<sup>a</sup> Temperatuur van de buitenlucht. Droge temperatuur 7 °C en vochtige temperatuur 6 °C

<sup>b</sup> Temperatuur van het water bij ingang verdamper.

<sup>c</sup> Temperatuur van het glycolwater bij ingang verdamper.

<sup>d</sup> Temperatuur (gemiddeld) van glycolwaterbad.

<sup>e</sup> Temperatuur van referentiewarmwater (phi'WH) berekend met punt 6.6 van NBN-norm EN 16147.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 20 januari 2014 tot wijziging van het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik.

Namen, 20 januari 2014.

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/200842]

**23 JANVIER 2014. — Arrêté ministériel portant application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2008 relatif à la mesure d'aide encourageant la participation des agriculteurs aux régimes de qualité alimentaire dans le cadre du programme de développement rural**

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2008 relatif à une mesure d'aide encourageant la participation des agriculteurs aux régimes de qualité alimentaire dans le cadre du programme de développement rural, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 2011;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;